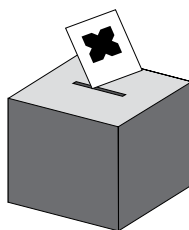


AKTUELL



ÉLECTIONS

Quelques surprises

Luc Caregari

Les résultats des élections communales ne sont pas univoques, ni dans ce qui concerne les coalitions, ni pour le vote étranger. Une conférence organisée par le Clae a mis en évidence quelques facteurs surprenants.

Même si les rangs étaient plutôt clairs lors de la conférence organisée ce mercredi par le Clae sur le thème « Le système électoral luxembourgeois est-il participatif ? », l'interprétation des résultats des élections communales d'octobre, faite par les deux experts invités - Sylvain Besch, responsable du centre d'études et de formation interculturelles et sociales (Cefis) et le politologue Philippe Poirier, coordinateur du programme de recherche sur la gouvernance européenne à l'université du Luxembourg - révélait quelques faits surprenants sur la participation au vote des étrangers résidant au grand-duché.

D'abord, les chiffres présentés par Sylvain Besch : 30.937 étrangers inscrits sur les listes, ce qui donne un taux de participation de 16,9 % en tout. « Mais attention », a tempéré Besch, « ce pourcentage est calculé sur le nombre d'étrangers résidant aux Luxembourg de plus de 18 ans, et ne prend pas en compte la clause de résidence de cinq ans, pourtant obligatoire pour pouvoir participer au processus démocratique. En réalité, donc, le chiffre devrait se situer autour de 19,9 % ». Pourtant, malgré tous les efforts qui ont précédé les élections, les chiffres n'ont pas tellement bougé (12 % en 1999 et 15 % en 2005). Et en même temps, on doit comptabiliser que l'électorat possédant la nationalité luxembourgeoise a avancé plus fortement que le taux de natalité, ce qui est imputable aux transferts de nationalité : donc, pas mal de personnes qui votaient en tant qu'étrangers en 1999 ou en 2005 l'ont fait en tant que Luxembourgeois en 2011. Mais le plus étonnant ce sont les nationalités des étrangers qui ont voté. Qui s'était attendu à voir les Portugais en tête - ce qui serait logique,

puisqu'ils sont la plus grande communauté d'étrangers dans notre pays - s'est trompé. Les premiers à aller voter, ce sont les Néerlandais, suivis des Italiens et des Belges, qui avec leurs 15 % sont à égalité avec les Portugais. Pourtant, en 2005, leur cote était de 20 %. Que s'est-il passé ? « Cela ne veut pas dire que la communauté portugaise se désengage de la politique, mais surtout que beaucoup d'entre eux ont acquis entre-temps la nationalité luxembourgeoise », explique Sylvain Besch. Quant au phénomène néerlandais, c'est Philippe Poirier qui livre une interprétation logique de ce phénomène : « C'est parce que le système électoral, surtout au niveau communal, ressemble beaucoup à celui que ces gens connaissent dans leur pays d'origine. Et puis, point de vue paysage politique, c'est similaire aussi ».

En ce qui concerne les candidats étrangers, ils étaient 44 (7 %) de plus qu'en 2005. Aucun candidat non-européen a été élu, et aucun candidat étranger n'a accédé à des postes de bourgmestre ou d'échevin. Mais le chiffre le plus intéressant est que 48 % des candidats étrangers étaient des femmes. Donc, le vote étranger profite aussi à l'égalité des chances entre les sexes.

Pour Philippe Poirier, les choses les plus importantes à retenir c'est le succès des étrangers dans les communes à vote majoritaire, puisque, selon lui, dans ces petites communes, la socialisation politique se fait plus rapidement, grâce à l'absence de partis. Il note aussi que la réussite des étrangers dépend aussi de la politique interne des partis et des associations d'étrangers. Pour ces derniers, encore un fait notable : ce sont les associations d'étrangers non-européennes qui bougent le plus pour motiver leurs ressortissants à aller voter. Et finalement, il ne faut pas oublier un phénomène qui touche aussi bien les étrangers que les nationaux : le désenchantement politique.

SHORT NEWS

Ministerium verarscht NGOs nachhaltig

„Der Geist des Aktionsplanes ist ein anderer als jener des Synthesedokumentes“, schreibt der Mouvement écologique in einem Brief an das Nachhaltigkeitsministerium. Man sei „tief enttäuscht“ über die Vorgehensweise bei der Erarbeitung des zweiten Nationalen Aktionsplanes „Klimaschutz“. Zur Erinnerung: Das Synthesedokument, dessen Geist die NGO vermisst, war im Rahmen des Klimapartnerschafts ausgearbeitet worden, einer Art Pentapartite mit starker Einbindung der Zivilgesellschaft. Für den jetzt vorliegenden Entwurf des Aktionsplans, dem Dokument das letztendlich verbindlich sei, habe man aber nur 30 prioritäre Maßnahmen zusammengestellt, klagt der Mouvement. Insbesondere wurden „zentrale Grundsätze und Maßnahmen des Synthesedokumentes nicht im erforderlichen Ausmaß übernommen“. Das alles sei ohne Rücksprache mit den Partnerschafts- Arbeitsgruppen erfolgt und damit „entbehrt [der Aktionsplan] nunmehr jedweder Legitimation durch das Klimapartnerschaft“. Die Umwelt-NGO illustriert das „Tuning“ des Dokumentes unter anderem am Beispiel Tanktourismus: Zwar werde im Aktionsplan behauptet, dessen Reduktion werde die CO₂-Emissionen nicht sinken lassen, doch zu den nicht minder wirkungslosen Agrofuels, die sogar noch Schaden anrichten, finde sich keine kritische Bemerkung.

Arcelor-Mittal : pas de solution européenne

Alors qu'à partir du 31 octobre les usines de Schifflange et de Rodange ne seront plus cotées à la bourse de Luxembourg - ce qui indique encore plus clairement qu'aucune reprise des activités n'est en vue - les discussions, mardi dernier, au parlement européen sur les activités d'Arcelor-Mittal en Europe ont tourné au vinaigre. Car, le Luxembourg est loin d'être le seul pays à souffrir des mauvais tours de Lakshmi Mittal. Le scénario est le même en Belgique, en France, en Espagne et dans certains pays de l'Est : absence d'investissements dans les usines de la part du management et ensuite tactique de saucissonnage pour la clôture des usines. Une stratégie qu'Arcelor-Mittal poursuit donc partout en Europe, sans que celle-ci ne lui réponde d'une seule voix, comme d'habitude. Même si tous ont été d'accord que la façon dont le géant du fer s'y prenait avec les travailleurs européens était scandaleuse, le commissaire européen pour l'emploi, les affaires sociales et l'inclusion a fait savoir que l'Union européenne n'interviendrait pas dans ces affaires. En même temps, le groupe vient de lâcher, contre toute attente, son OPA lancée sur la firme australienne MacArthur Coal, qu'il tentait d'acquérir encore cet été (voir woxx 1122). Depuis, son cours en bourse s'est effondré. Même si Arcelor-Mittal continue de faire des bénéfices, cette évolution n'annonce rien de bon pour le futur de ses industries en Europe.

Ombudsman: Es gibt nichts zu feiern

Bei der Vorstellung seines siebten und letzten Jahresberichtes verteilte Médiateur Marc Fischbach in der Chamber noch einmal schlechte Noten. Dass die Familienministerin von Familien, die ihre Kinder wegen besonderer Probleme in ausländischen Institutionen betreuen lassen müssen, eine finanziellen Beteiligung abverlange, während bei Eltern mit Kindern in Luxemburger Strukturen die Kosten ganz vom Staat übernommen werden, hält er für unannehmbar. Ähnlich streng ist sein Urteil bezüglich der Arbeitsmedizin: Arbeitsunfähig geschriebene Arbeitnehmer hätten keine Einspruchsmöglichkeit - ein Verstoß gegen geltendes Recht, der früher oder später vor dem Menschenrechtsgerichtshof in Strasbourg landen wird. Generell kritisiert Fischbach die bei Verwaltungen vorherrschende Tendenz, Bürger über Entschiede nicht, oder unverständlich zu informieren, was das Ungerechtigkeitsgefühl verstärke. Seinem Nachfolger wünscht Fischbach eine Ausweitung des Kompetenzbereiches auch auf nicht staatliche, aber öffentlich wirkende Instanzen, wie zum Beispiel die liberalen Berufe. Deren Selbstkontrolle funktioniere vielfach ungenügend, und ein Blick von außen könnte Missstände aufspüren helfen. Auf die Einladung des Chamberpräsidenten, auf Fischbachs Abschied gebührend anzustoßen, reagierte dieser mit Kopfschütteln: Er wisse nicht, was es da zu feiern gebe.